

MOTIVER LES ENTREPRISES

ASSURER UN SUIVI EFFICACE

Six mille questionnaires ont été envoyés par l'équipe de Martin Wörter, chercheur au Centre de recherches conjoncturelles KOF à l'ETH Zurich, à des entreprises basées en Suisse. La même opération a été menée conjointement par des confrères allemands et autrichiens dans leurs pays respectifs. L'objectif? Comprendre quelles mesures d'accompagnement permettent d'améliorer le bilan énergétique des entreprises, que ce soit au niveau des produits ou des infrastructures et bâtiments existants. « Notre projet a montré que des incitations fiscales, les accords volontaires et les subventions augmentaient la volonté d'investir dans les technologies énergétiques, explique Martin Wörter. Les mesures de régulation ne présentent quant à elles aucun effet. » Des comparaisons entre les pays ont également révélé des différences : les accords volontaires sont plus efficaces en Suisse, les subsides fonctionnent mieux en Autriche et les incitations fiscales encouragent les entreprises allemandes à investir dans leurs infrastructures énergétiques. « Il s'agit évidemment d'un tableau simplifié », précise Martin Wörter.

Projet de recherche : Innovations dans le domaine de l'énergie (PNR 71)

« Le potentiel d'économie d'énergie des entreprises suisses est immense, estime Rolf Iten, du bureau d'étude Infrac. Mais les choses ne bougent que lentement dans la réalité. » Pourquoi les entreprises ne sont-elles pas disposées à investir dans les énergies renouvelables? Comment combler l'écart entre le potentiel d'économie et la réalité? Pour répondre à ces questions, Rolf Iten et des équipes basées à Zurich et à Neuchâtel se sont intéressés aux processus décisionnels internes des entreprises. Leur hypothèse de départ était que celles-ci décident la plupart du temps de ne pas investir dans l'efficacité énergétique, car elles ne la considèrent pas comme un domaine stratégique. Elles estiment que cela ne leur apporterait pas un bénéfice direct en termes de produit ou de compétitivité. « Notre objectif premier consistait à comprendre en détail le point de vue des entreprises, explique le chercheur. Dans le cadre d'une enquête écrite, nous avons exploité les réponses de plus de 300 d'entre elles, actives dans l'industrie, les services et l'artisanat. Nous avons également mené des entretiens individuels approfondis avec de gros consommateurs d'énergie. » Les premiers résultats de ce travail indiquent que les entreprises suisses sont peu nombreuses à implémenter un management de l'énergie, qui consiste à analyser sa consommation d'énergie, à se fixer des objectifs, puis à évaluer les coûts et les bénéfices à long terme d'un investissement dans l'efficacité énergétique. Il leur manque des informations ainsi que des données pour comprendre l'importance stratégique de tels investissements et les avantages réels que cela peut leur apporter par rapport à la concurrence.

Projet de recherche : Déterminants des investissements en efficacité énergétique (PNR 71)

CRÉER DES INCITATIONS

Directeur de l'Energy Science Centre de l'ETH Zurich, Christian Schaffner cherche à modéliser le futur marché de l'électricité suisse sur la base de différents scénarios politiques. « Un grand nombre de questions restent ouvertes et n'ont pas encore été réglées dans le texte du référendum Stratégie énergétique 2050, explique-t-il. Notamment celle de savoir comment le réseau va gérer la volatilité des énergies renouvelables. Actuellement, le système fonctionne sur la base du pompage-turbinage, c'est-à-dire que les barrages hydroélectriques détiennent leur production si nécessaire. Mais on ne sait pas encore comment le stockage fonctionnera à l'avenir. » Pour convaincre les entreprises et les citoyens d'investir dans l'efficacité énergétique, Christian Schaffner suggère la possibilité de passer du système actuel d'encouragement à un système plus incitatif, avec l'instauration de nouveaux éléments dans le marché de l'énergie. Une chose est sûre selon lui : le marché de l'électricité suisse devra s'ouvrir et s'adapter à un nouvel environnement plus décentralisé.

Projet de recherche : Projet conjoint « Analyse des futurs marchés de l'électricité » (PNR 70)

Les entreprises, qui émettent un tiers du CO₂ helvétique, sont également concernées par la décentralisation de la production d'énergie. Pourquoi n'investissent-elles pas davantage dans les énergies renouvelables et qu'est-ce qui pourrait les motiver? Des chercheurs zurichois et neuchâtelois essaient de le comprendre.